

Irak, de l'émeute à l'impossible réforme.

2018-2019

Deuxième partie /

2019 Réforme politique ou guerre civile ?

Après les révoltes d'octobre 2018, l'Irak connaît douze mois de relative accalmie ; pourtant, sur le fond, la situation économique et sociale reste globalement la même. Il faut attendre octobre 2019 pour que l'Irak connaisse une nouvelle vague de protestation qui, au départ, s'avère très semblable à la précédente. Mais, ce qui est inédit, c'est l'ampleur et la fulgurance de la mobilisation, le niveau de violence auquel ont recours les manifestants, ainsi que celui de la répression. Après une pause de quelques semaines pour cause de pèlerinage chiite, la contestation, qu'on aurait pu croire éteinte, reprend mais s'avère transformée, tant sur la forme que sur le fond, et tant sur le plan des revendications que sur celui de la sociologie des participants. Malgré les semaines qui passent, les morts, la fatigue et les phases de recul, le mouvement se poursuit dans une quasi-routine faite de manifestations et d'émeutes... mais il ne trouve pas de porte de sortie. Bien qu'il ait promis de satisfaire les demandes des protestataires, le Premier ministre doit jeter l'éponge à la fin du mois de novembre, plongeant encore davantage l'Irak dans l'incertitude. À l'heure où nous écrivons ces lignes, la mobilisation se poursuit.

Arrivé au pouvoir en octobre 2018, à la suite de la révolte des prolétaires de Bassora qui avait provoqué le départ de son prédécesseur, le Premier ministre Adel Abdel Mahdi promet d'introduire des changements et de lutter contre la corruption. Mais, comme il semble de coutume, il n'ébauche aucune réforme significative. Il est vrai que l'agenda des politiques n'est pas dicté par des considérations économiques et sociales mais, plus prosaïquement, par le business et les rivalités politiques. Or, ces dernières sont partie prenante de l'opposition entre Washington et Téhéran, qui est particulièrement vive depuis mai 2018 et le retrait américain de l'accord sur le nucléaire iranien.

1 / Du limogeage à l'émeute (29 septembre-5 octobre)

Il faut toujours une étincelle pour qu'une mobilisation se déclenche, un prétexte pour descendre dans la rue, une mesure de trop qui provoque un basculement, quitte à ce que cette première cause soit rapidement dépassée, voire oubliée¹. La capitale irakienne est, en cette fin de septembre, aux prises avec des manifestations étudiantes que le pouvoir réprime assez classiquement, mais c'est la date du dimanche 29 septembre que l'on retient comme point de départ du mouvement² : plusieurs centaines de personnes se réunissent ce jour-là pour protester contre le limogeage, survenu deux

1 Le séisme social que connaît le Liban à partir du 17 octobre 2019 est causé par l'annonce de l'instauration d'une taxe sur la messagerie WhatsApp.

2 Rappelons ici qu'en Irak le week-end a lieu du vendredi au samedi et que le dimanche y est le premier jour de la semaine.

jours plus tôt, d'Abdel Wahab al-Saadi. Ce commandant du Service irakien de contre-terrorisme³, héros *national* de la lutte contre l'EI, est très populaire auprès d'une partie de la population – pour ses détracteurs, il est surtout l'homme des États-Unis au sein de l'appareil militaire. L'affaire suscite une très forte mobilisation sur internet, notamment via Twitter avec le hashtag « *Nous sommes tous Abdel Wahab al-Saadi* ».

Deux jours plus tard éclatent des manifestations dans plusieurs villes du pays. À Bagdad, le rendez-vous des protestataires est évidemment la place Tahrir, en face de la « zone verte », sur la rive opposée du Tigre. Le limogeage est déjà loin, et les participants reprennent les classiques slogans irakiens pour l'amélioration des services de base, pour la création d'emplois ou contre la corruption, qui rappellent la révolte de 2018. Un manifestant déclare : « *Tout ce que nous voulons c'est vivre, vivre comme le reste du monde. Nos demandes sont très basiques, électricité, eau, emploi, médecine. Nous ne voulons pas le pouvoir, de l'argent ou la propriété, tout ce que nous demandons c'est de vivre.* » Et un autre d'ajouter : « *Je veux travailler, je veux pouvoir me marier ! Je n'ai en poche que 250 dinars [moins de 20 centimes d'euro], alors que les dirigeants brassent des millions !* » Cherchant à franchir le pont Al-Jumariyah, qui les sépare de la « zone verte », les protestataires sont reçus par des canons à eau et des grenades lacrymogènes, auxquels ils répondent par des jets de pierres et en érigeant des barricades de fortune à l'aide de pneus et de poubelles enflammés⁴. Mais les forces de l'ordre font aussi usage de balles réelles ; deux manifestants sont tués, l'un à Bagdad et l'autre à Nassiriya, et plus de deux cents autres sont blessés.

Le lendemain, mercredi 2 octobre, militaires et forces de sécurité sont massivement déployés dans Bagdad. Les principaux axes sont bloqués par des blindés, des blocs de béton et des barbelés. Internet est coupé dans tout le pays (Kurdistan excepté) ; les autorités, qui visent particulièrement Facebook, Twitter et WhatsApp, espèrent ainsi mettre un frein à la mobilisation.

Les manifestants se rassemblent malgré tout, que ce soit place Tahrir ou dans plusieurs villes de province, à Bassora, Nadjaf, Nassiriya, Wasit ou Diwaniya ; à Bagdad, la route menant à l'aéroport (à l'ouest de la ville) est bloquée à l'aide de pneus enflammés. Des affrontements éclatent dans plusieurs localités, où les bâtiments symboles du pouvoir ainsi que les locaux des partis politiques⁵ et des milices sont pris d'assaut. Le bilan est d'au moins sept manifestants tués.

Les autorités, qui dénoncent l'action d'« *émeutiers* » et d'« *infiltrés* » [en France on dirait « *casseurs* »] parmi de pacifiques manifestants, imposent un couvre-feu dans plusieurs villes. Mais rien n'y fait, les manifestations sont désormais quotidiennes dans tout le sud du pays et, généralement à la nuit tombée, elles se transforment en émeutes.

À Bagdad, la place Tahrir devient en quelques jours un point de fixation à partir duquel les manifestants tentent de rejoindre la « zone verte » en forçant le passage sur le pont qui enjambe le Tigre, mais ses presque 500 m sont lourdement défendus par les forces de l'ordre et segmentés par plusieurs barrières de béton dont les deux camps se disputent le contrôle⁶. Dans les premiers jours des batailles ont parfois lieu autour de la place, par exemple le 3 octobre sur une place située 500 m plus au nord où deux blindés des forces de l'ordre, des Humvee, sont incendiés par les émeutiers, mais les violences se limitent ensuite à la rive du Tigre. Cette mobilisation d'ampleur au cœur même de la capitale est un fait nouveau par rapport aux événements de 2018.

Après quelques jours, le mouvement prend un aspect antisystème et, aux revendications d'ordre basiquement économique, s'ajoute désormais de plus en plus la très explicite demande de démission du gouvernement. Mais quelle force politique pourrait prendre la relève et, au passage, satisfaire les protestataires ?

3 Le Service irakien de contre-terrorisme représente, avec sa « Golden Division », le fer de lance de l'armée irakienne. Placé sous l'autorité directe du Premier ministre, équipé et encadré par les Américains, il a participé aux côtés des unités de mobilisation populaire (UMP, équipées et encadrées par les Iraniens) à la reconquête, en 2016-2017, des territoires tenus par l'EI.

4 On ne connaît pas les palettes en Irak.

5 Exception faite de ceux des organisations sadristes et du Parti communiste.

6 C'est depuis la place Tahrir et par ce pont que, en 2016, les manifestants anticorruption dirigés par Al-Sadr pénétrèrent dans la « zone verte ».

Tout comme en 2018, le gouvernement paraît dépassé par la violence du soulèvement et il jongle maladroitement entre carotte et bâton. Un couvre-feu complet est imposé à Bagdad et dans plusieurs régions, et les fonctionnaires (soit la majorité des travailleurs) sont appelés à rester chez eux. Malgré des consignes de retenue, les membres des forces de l'ordre usent fréquemment de leur kalachnikov pour effrayer les manifestants, parfois aussi pour atteindre les plus déterminés ou pour se sortir de situations compliquées ; car les combats sont particulièrement âpres et, dès le 3 octobre, on compte 31 morts dont, ce n'est pas anodin, deux policiers⁷. Deux jours plus tard, le bilan est déjà de 100 morts et 4 000 blessés. Il y a durant cette période de nombreuses arrestations, mais les protestataires sont généralement libérés après quelques heures en échange de la signature d'une promesse de ne plus descendre dans la rue.

Côté carotte, le Premier ministre Adel Abdel Mahdi explique aux manifestants que leurs « *demandes légitimes* » ont été entendues et qu'ils peuvent rentrer chez eux ; il annonce des mesures sociales ambitieuses parmi lesquelles des allocations chômage, la construction de 100 000 logements et la fourniture de terrains subventionnés, sans toutefois en établir de calendrier. Il s'engage à rencontrer les manifestants afin d'entendre leurs demandes et déclare que les personnes tuées lors des manifestations seront considérées comme des « martyrs », ce qui signifie que leurs familles seront éligibles à divers avantages.

Quant au très influent Moqtada al-Sadr, il hésite (comme toujours) entre l'ordre (le pouvoir, où il a désormais un pied) et sa contestation, dénonçant les violences des services de sécurité et appelant ses partisans à mener des sit-in pacifiques. Mais, le 4 octobre, nouvelle virevolte acrobatique, le voici qui exige rien moins que la démission du gouvernement (que sa coalition a pourtant mis au pouvoir [voir la première partie de cet article]) et l'organisation d'élections anticipées !

Le dimanche 6, la mobilisation de la police est imposante et celle des protestataires très réduite ; des cortèges sont empêchés de rejoindre la place Tahrir, ce qui entraîne des affrontements, notamment dans le quartier de Sadr City, où de nombreux manifestants sont tués ou blessés.

Le lendemain, le calme revient, Internet est rétabli, et la protestation prend fin. Le bilan officiel de cette semaine de violence fait état de 157 morts, dont 8 policiers, et d'environ 6 000 blessés ; 51 bâtiments publics et 8 sièges de partis politiques ont été incendiés. Du jamais-vu. L'arrêt soudain de la contestation n'est pas en soi inédit, les mouvements sociaux meurent en effet parfois de manière inexplicable, et les commentateurs cherchent alors, vainement, à en déterminer la cause. Les médias occidentaux ne s'y sont généralement pas intéressés, mais cette brutale interruption s'explique aisément... par le poids de la religion : la célébration de l'Arbaïn, qui doit avoir lieu cette année les 19-20 octobre⁸. Ce pèlerinage chiite, dont une partie se fait à pied, voit des millions de croyants du monde entier (mais majoritairement irakiens) se rendre dans la ville sainte de Kerbala. Pendant cette période, le sud du pays est paralysé, les villes et villages chiites se vident et les routes s'emplissent de masses de pèlerins ; police et armée sont massivement déployées pour assurer la sécurité.

Mais la politique n'est jamais loin. Le 20 octobre, certains pèlerins brandissent des drapeaux irakiens et scandent « *Bagdad libre, les corrompus dehors !* » ou « *Non à l'Amérique ! Non à Israël ! Non aux corrompus !* » ; Moqtada al-Sadr a en effet demandé à ses partisans de donner un aspect anticorruption à cette journée.

7 À noter que, au Moyen-Orient, tirer à balles réelles (avec une kalachnikov) au-dessus de la tête des manifestants afin de les effrayer et de les disperser est une pratique courante des forces de l'ordre. La manœuvre est toutefois périlleuse et peut, même involontairement, occasionner des blessures ou la mort. Cette méthode est très banalement utilisée dans les manifestations que nous évoquons dans ce texte. Viser spécifiquement un manifestant n'est donc qu'un pas supplémentaire aisément franchissable par un policier au cœur d'une violente confrontation, même sans ordre spécifique de sa hiérarchie.

8 Cette célébration a lieu le 20 *safar* du calendrier musulman. Elle commémore la fin de la période de deuil en l'honneur de l'imam Hussein (fils d'Ali et de Fatima, petit-fils de Mahomet) après son assassinat, en 680, à Kerbala. Réunissant chaque année des millions de fidèles (15 millions en 2018, peut-être 20 millions en 2019, dont 3,5 millions d'Iraniens), ce pèlerinage est le plus grand rassemblement religieux annuel au monde.

2 / De l'émeute à la réforme ? (25-27 octobre)

Après la célébration de l'Arbaïn, il faut encore que ces millions de pèlerins repartent pour que les choses rentrent dans l'ordre. Ce ne sera pas tout à fait le cas. Dès le 21, les forces de sécurité irakiennes commencent à ériger des fortifications autour de la « zone verte ». En effet, certains ont d'ores et déjà prévu que la rentrée sociale aurait lieu le vendredi 25 octobre à la sortie de la mosquée, le jour anniversaire de l'investiture du Premier ministre. Les appels à manifester ce jour-là et les rendez-vous se multiplient sur les réseaux sociaux à l'initiative des militants de la société civile. Moqtada al-Sadr informe, lui, prudemment ses partisans qu'ils ont « *le droit de participer* » à ces rassemblements. À cette date expire aussi le délai donné par le Grand ayatollah Ali al-Sistani au gouvernement pour accéder aux revendications des manifestants d'octobre et faire la lumière sur les violences qu'ils ont subies. Pour ne rien arranger, la commission chargée d'enquêter sur ces événements rend quelques jours plus tôt ses conclusions et annonce le limogeage de quelques officiers ; rien qui ne puisse apaiser une population obsédée par les rumeurs de complots et de présence de snipers. Au contraire. La colère gronde et, en prévision, de nombreux Irakiens font des provisions de nourriture et de carburant.

Le vendredi 25, dans son prêche, le Grand ayatollah exhorte les forces de sécurité et les manifestants à la « *retenue* ». En début d'après-midi, la mobilisation est imposante. Certains protestataires occupent les toits d'immeubles qu'on dit susceptibles d'accueillir des snipers, notamment celui d'une tour à l'abandon de dix-huit étages qui surplombe la place Tahrir et le pont Al-Jumariyah, connue sous le nom de Turkish Restaurant.

Des manifestations ont lieu dans plusieurs villes du sud du pays, à Bassora, Wasit, Nassiriya, Nadjaf, Kerbala, Samawa, Amarah et Diwaniya. Les revendications économiques y sont toujours très présentes (eau, électricité, emploi, santé). À noter la participation remarquable, et particulièrement photographiée, de quelques femmes, y compris non voilées, au milieu de milliers de manifestants masculins ; l'une d'entre elles lance : « *Je veux ma part du pétrole !* »

Dans la capitale, les protestataires qui approchent de la « zone verte » sont repoussés. Des affrontements éclatent dans de nombreuses villes. À Bassora, une partie des bâtiments du gouvernorat sont incendiés, et deux voitures de police subissent le même sort. Le poste-frontière de Suwfan est bloqué et incendié. Les locaux d'une milice sont attaqués à la grenade à Amarah, il y a deux morts. Dans la journée, on recense à travers le pays au moins 27 attaques et incendies de bâtiments officiels, et on ne compte pas les assauts contre des bureaux de parti ou les domiciles de responsables politiques. Le bilan de la journée est particulièrement lourd et inédit : 63 morts et 2 300 blessés ! Il s'agit pour la plupart de manifestants abattus par des tirs à balles réelles des forces de l'ordre ou touchés par des tirs tendus de grenades lacrymogènes ; certains auraient été tués par des miliciens défendant leurs locaux. Plusieurs personnes périssent également dans les incendies de bâtiments. Le couvre-feu est instauré dans plusieurs provinces.

À Bagdad, la confrontation avec la police s'éternisant, des émeutiers en viennent à ériger des tentes sur la place Tahrir pour y passer la nuit et ne pas avoir à reconquérir la place le lendemain. Non loin de là, des pick-up emplis d'hommes en armes de la milice sadriste, les Saraya al-Salam (Brigades de la paix, ex-Armée du Mahdi) sont déployées pour protéger les manifestants ; une présence qui est loin de rassurer tout le monde (ils se retirent au bout de vingt-quatre heures).

Le lendemain, les manifestations, les émeutes et les attaques de bâtiments reprennent dans la moitié sud du pays ; elles sont désormais quotidiennes. Au fil des jours le mouvement s'étend même à d'autres provinces jusqu'ici relativement épargnées où les chiites sont minoritaires ; on signale des manifestations étudiantes dans des villes comme Tikrit (majoritairement sunnite) ou, davantage symboliques, à Mossoul (Kurdistan). Si les rassemblements se déroulent généralement dans le calme, ils se transforment fréquemment en émeute le soir venu. Le couvre-feu semble peu dissuasif, les protestataires attendant même parfois qu'il commence pour descendre dans la rue. À Bagdad, c'est le pont qui relie la place Tahrir à la « zone verte » qui focalise l'attention des

manifestants ; armés de pierres et, plus rarement, de cocktails Molotov, ils tentent de faire reculer les forces de l'ordre. Les morts et les blessés sont nombreux.

La journée du dimanche 27 octobre est un tournant dans la mobilisation. Cette nouvelle semaine voit se joindre au mouvement les étudiants et les lycéens⁹, y compris des étudiants en religion de la ville sainte de Nadjaf. Le lendemain, le syndicat des enseignants appelle à une grève nationale de plusieurs jours en solidarité ; il est rejoint par les syndicats d'avocats, de médecins, de dentistes et d'ingénieurs. Dans de nombreuses localités, des piquets et des sit-in sont mis en place devant les entrées des administrations pour en bloquer le fonctionnement.

La composition sociologique du mouvement est donc en train de changer. Nous n'avons plus seulement à faire à de jeunes prolétaires pauvres sortis des banlieues déshéritées. Ce n'est donc pas un hasard si les demandes évoluent alors que, jusque-là, elles étaient avant tout matérielles et très basiques, et qu'il s'y ajoutait seulement une haine rageuse des corrompus. L'ordre des priorités est bouleversé. Pour la première fois, la presse relaie des témoignages en complet décalage avec ce que l'on entendait depuis 2018, comme celui de ce manifestant à Bagdad : « *Nous avons perdu notre pays, nous ne voulons pas de terre, de l'électricité ou de l'eau, on veut être libres et nous voulons renverser ce gouvernement* » ; ou encore ce *street medic* de 24 ans sur la place Tahrir : « *Nos revendications sont claires : changer la loi électorale et organiser une nouvelle élection nous permettant d'élire la personne que nous voulons, et non un parti qui conclut des accords à huis clos pour décider de notre avenir en fonction de ses propres intérêts*¹⁰. »

Les revendications sont confuses et multiples. Mais, dès lors, parmi celles qui sont le plus mises en avant, on trouve : la démission de toutes les personnes au pouvoir, la révision de la loi électorale et de la Constitution, la fin d'un système fondé sur l'appartenance ethno-confessionnelle, la diminution du nombre des députés, des élections anticipées, la réduction du pouvoir des partis, un gouvernement de technocrates, un régime présidentiel, etc.

On a désormais l'impression que les manifestants sont beaucoup plus nombreux et que la contestation prend un tour bon enfant, presque joyeux ; d'ailleurs, à la fin du mois d'octobre, une légère décrue de la violence est perceptible. Le bilan officiel est à ce moment-là de 100 morts et 5 500 blessés ; 98 bâtiments ont été endommagés ou incendiés. Mais il ne s'agit plus simplement d'exprimer sa rage en brûlant tout ce qui passe à sa portée ; on devise désormais de réforme politique. Un terrain sur lequel le capital est susceptible de faire des concessions immédiates et peu coûteuses ; un terrain rassurant.

3 / La forme du mouvement

Nuit debout sur le Tigre

Si, les premiers jours, quelques tentes sont dressées place Tahrir pour y installer un poste de premiers secours, des espaces de repos ou de restauration, il s'agit, à l'arrière, d'apporter un soutien logistique à ceux qui, en première ligne (300 m plus loin), tentent de forcer le passage sur le pont Al-Jumariyah.

Deux phénomènes parallèles se font progressivement jour : d'une part, les affrontements diminuent en intensité sur ce pont et se transforment en une « drôle de guerre » destinée à protéger, symboliquement, les manifestants réunis sur la place. De l'autre, l'organisation prend rapidement de l'ampleur. Habitants et « *hommes d'affaires et commerçants, autrement dit des citoyens ordinaires, qui ne peuvent pas participer aux manifestations parce qu'ils travaillent*¹¹ » apportent de la

9 Peut-être est-ce au départ en réaction au passage à tabac d'un élève lors d'une précédente manifestation.

10 Les journalistes occidentaux ont désormais davantage de chance de rencontrer des interlocuteurs ayant ce type de discours ; ils vont dès lors les privilégier, notamment parce qu'ils correspondent à leur propre point de vue.

11 Mustafa Habib, « Visiting The Square In Baghdad, Where Protestors Rule A Utopian Iraq », niqash.org, 7 novembre 2019.

nourriture et de l'eau en solidarité, et il devient nécessaire de gérer la logistique, d'organiser la confection et la distribution de repas (d'autant que la gratuité attire les habitants les plus pauvres de la capitale), mais aussi de matériel (masques, casques). Le Turkish Restaurant devient une annexe de la place et, à certains étages, on aménage des dortoirs. Les bricoleurs effectuent les branchements nécessaires pour alimenter la place en eau et en électricité. Les premiers postes de secours improvisés laissent place à une infirmerie avec médecins, infirmiers et pharmaciens volontaires puis à un véritable hôpital ; les tuk-tuk assurent le transport des blessés.

Bientôt, ce sont des dizaines de tentes qui s'élèvent, couvrent toute la place et débordent sur les axes adjacents ; la place se transforme en lieu de rassemblement et de rencontre pour militants, syndicalistes, représentants de tribu, membres de la société civile ou de la classe moyenne éduquée, curieux, etc.¹² On trouve une multitude de stands où chacun – associations, syndicats, corporations, artistes – exprime ses revendications et qui donnent à la place des allures de campement altermondialiste : une tente devient une bibliothèque militante, une autre une salle de cinéma « révolutionnaire », ici l'on peut rédiger des propositions d'amendement à la Constitution, là un stand promeut le *made in Iraq* (contre les produits fabriqués en Iran), il voisine avec un vendeur de drapeaux tricolores, une permanence juridique ou un stand du Parti communiste-ouvrier d'Irak ; les « street-artistes » décoorent quant à eux les murs de fresques engagées.

Devenue au fil des jours un lieu de vie, la place se fait plus confortable, les lieux de restauration et les marchands ambulants se multiplient, coiffeurs et barbiers s'installent et, évidemment, on ouvre des salles de prière. Mais il s'agit aussi de s'occuper, car les journées et les nuits sont longues, d'où les concerts et les tournois d'échecs ; et puis il y a le sport : les coureurs organisent un mini-marathon, des terrains de volley-ball et de football sont délimités. Les soirs de match (dans le cadre des éliminatoires pour le mondial de football de 2022), une foule immense assiste à la rencontre sur un écran géant, et lorsque l'Irak l'emporte la fête dure toute la nuit.

Malgré un mémorial dédié aux manifestants tués, règne donc une atmosphère festive et bon enfant ; comme à Beyrouth, la chanson *Baby Shark* est en passe de devenir l'hymne (bien peu guerrier) de la place. Ce style de campement se retrouve, à une moindre échelle, dans d'autres villes, notamment à Bassora et à Nassiriya.

L'organisation se veut impeccable car, pour certains, elle doit refléter l'image qu'ils se font de l'Irak idéal... et d'évoquer « une sorte de mini-état » sur la place¹³. Donc des groupes de volontaires balayent les rues et assurent la collecte des déchets. D'où aussi la question de la sécurité. Dans les premiers jours, les manifestants installent des barrages autour de la place afin de réorienter la circulation. Puis c'est un service d'ordre (SO) qui est instauré et contrôle les points d'entrée de la place ; des fouilles sont pratiquées pour éviter qu'on y introduise des armes ou des objets jugés dangereux. S'il le faut, les individus suspects sont « signalés » aux policiers qui patrouillent dans les rues adjacentes avec l'accord des occupants¹⁴. Les magasins (aux rideaux fermés) et les entrepôts situés autour de la place sont quant à eux « sécurisés » par le SO afin d'éviter vols ou pillages. Si beaucoup s'enorgueillissent que des femmes avec poussette puissent circuler sur la place en toute sécurité, les prolétaires les plus « déters » sont, quant à eux, priés d'aller plus loin.

Les femmes

Autre fait significatif, à partir du 27 octobre les femmes, jusqu'alors absentes de la mobilisation, sont présentes dans les manifestations, bien que toujours extrêmement minoritaires. Ce sont le plus

12 Bien qu'avec sans doute un peu plus de moralité que sur les ronds-points français de 2018, on y fait aussi des rencontres d'un tout autre type. La presse signale ainsi la célébration du mariage de deux médecins volontaires sur la place Tahrir (le 16 novembre).

13 « Angry Iraqis pour into the streets in protest », *kuwaittimes.net*, 2 novembre 2019.

14 Sofia Barbarani, « Protesters say Tahrir Square is everything Iraq is not », *aljazeera.com*, 12 novembre 2019.

souvent des étudiantes et des lycéennes qui se déplacent en groupe (fréquemment non mixtes) ; leurs cortèges sont parfois protégés/encadrés par des hommes.

Où cette présence est surtout visible, c'est bien évidemment dans le centre de la capitale, place Tahrir ; mais où les femmes peuvent se trouver majoritaires, c'est aux stands cuisine, premiers secours et *street art* : « *Ces femmes et filles ont aidé les blessés, transporté les blessés, fourni de la nourriture et des fournitures, peint des slogans inspirants sur les murs, lavé les vêtements et nettoyé les rues*¹⁵. » Elles ne font certes pas que cela, mais la répartition des tâches et des espaces reste très genrée.

Cette implication est un fait nouveau en Irak, où depuis les années 1990, et surtout depuis 2003 et l'islamisation croissante de la société, la situation des femmes ne cesse de se dégrader à tous les niveaux (social, éducatif, juridique, travail, violences, etc.¹⁶). Certains considèrent que le mouvement de 2019 peut contribuer à changer la vision « traditionnelle » qu'ont beaucoup d'Irakiens (et d'Irakiennes), notamment celle qui exclut les femmes de la vie politique. De ce point de vue, il est notable que les femmes présentes sur la place Tahrir ne soient pas victimes de harcèlement sexuel d'ampleur ou de violences (au contraire de ce qui se passait, par exemple, en 2011 sur la place Tahrir du Caire¹⁷).

On peut toutefois se demander ce qu'il en est au-delà du centre de Bagdad où se concentrent, entre autres, militants, étudiants et jeunes des classes moyennes ; d'autant que, rappelons-le, la participation féminine reste très minoritaire. En province, les manifestations ont souvent des allures encore plus viriles. Si certaines grandes villes du pays ont connu des campements ressemblant à celui de la place Tahrir, la moitié sud du pays est connue pour son conservatisme, et les traditions tribales y sont dominantes, en particulier en ce qui concerne les femmes (nécessité de faire preuve d'humilité, mariages arrangés, système de la dot, crimes d'honneur, etc.). Ces dernières, et en particulier les étudiantes, doivent souvent y affronter les pressions familiales pour aller manifester (certaines usent de masques chirurgicaux, très répandus chez les contestataires, pour ne pas être reconnues).

En revanche, dès que la situation devient plus tendue, dès que des affrontements se déclenchent, on ne voit plus aucune femme dans les rues, l'émeute est en Irak une affaire d'hommes – il ne s'agit évidemment pas d'une question de courage ; d'ailleurs, plus de 99 % des manifestants tués sont des hommes.

Insurrection ?

Ce qui est frappant, c'est le contraste entre l'atmosphère festive de la place Tahrir, ses « *allures de carnaval*¹⁸ », et la rudesse des affrontements qui ont lieu à 500 m de là.

Après quelques jours d'occupation, la masse des manifestants est telle qu'ils débordent de la place et investissent progressivement la rive du Tigre en amont du pont Al-Jumariyah. Celui-ci, du fait du formalisme croissant sur la place Tahrir, cesse d'être un point par lequel on tente d'atteindre la « zone verte » ; désormais, chacun y défend ses positions dans une impressionnante confrontation à laquelle on vient assister comme à un spectacle (les protestataires s'emparent d'une première barrière de béton, et chaque partie campe à l'abri¹⁹). Les éléments les plus radicaux quittent donc la place et tentent de bloquer, voire de franchir, les trois ponts situés plus au nord (Al-Sinak, Al-Ahrar et Al-Shuhada) ; les forces de l'ordre tentent de les en empêcher. De nombreux combats se déroulent place Al-Khalani et rue Al-Rasheed, des lieux stratégiques pour l'accès à ce secteur ; ils sont généralement d'une très grande violence, les émeutiers (de très jeunes hommes) lançant des pierres (souvent avec des frondes) et des cocktails Molotov sur des forces de l'ordre qui répliquent par des

15 « Peaceful Activities Continue Despite Bullets from the Government », iraqicivilsociety.org, 25 novembre 2019.

16 Voir Myriam Benraad, *L'Irak par-delà toutes les guerres. Idées reçues sur un état en transition*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2018, p. 75-81.

17 Mustafa Habib, « How Iraq's Protests Are Also Changing The Country's Culture », niqash.org, 28 novembre 2019.

18 « Deadly bomb explosion hits Baghdad amid anti-gov't protests », aljazeera.com, 16 novembre 2019.

19 Postés au Turkish Restaurant, les manifestants essayent d'aveugler les policiers avec des lasers.

tirs tendus de grenades lacrymogènes, des jets de pierres et, parfois, de cocktails Molotov ! Le débraillement des forces de sécurité est parfois tel qu'on a l'impression d'assister au combat de deux bandes rivales armées de bâtons. Sauf que l'une des deux dispose de kalachnikovs. Dans ces conditions, une journée d'émeute sans mort ou sans blessé grave relève du miracle. Plusieurs membres des forces de l'ordre trouvent également la mort au cours de ces affrontements. Dans la capitale, la confrontation garde pourtant un aspect symbolique et ritualisé ; elle ne déborde pas le quartier au nord de la place Tahrir, il n'y a pas de destructions, quasiment pas de pillages, et pas de tentatives d'étendre le conflit dans d'autres secteurs de la ville (sinon très exceptionnellement). De plus on voit que, pour beaucoup, il ne s'agit pas de s'en prendre à l'État et aux forces de l'ordre en général, puisque des policiers circulent aux abords de la place Tahrir et collaborent avec le service d'ordre des contestataires (le 1^{er} décembre, militaires et manifestants nettoient ensemble la rue Al-Rasheed). Dans la capitale, la stratégie policière semble d'ailleurs avant tout défensive – défense de la « zone verte » et des voies stratégiques qui y mènent ; cela s'explique notamment par la faiblesse des forces antiémeute, qui n'ont sans doute pas les moyens de reconquérir la place Tahrir. Une telle reconquête nécessiterait l'armée ou les UMP et provoquerait un bain de sang dont les conséquences politiques seraient incertaines²⁰. Dans les villes de province, cet aspect ritualisé de la violence paraît beaucoup moins présent, et les destructions matérielles y sont monnaie courante.

Fin novembre, alors qu'un regain des affrontements est sensible, il semble qu'une partie des manifestants soient davantage critiques de l'action des émeutiers ; certains, relayés par les médias, inversent la réalité en évoquant un mouvement intrinsèquement pacifique au sein duquel des éléments extérieurs viendraient prôner la violence et semer le chaos. On voit même des manifestants s'interposer entre policiers et émeutiers (pour gêner l'action de ces derniers).

Blocage de l'économie ?

Dès le début du mouvement, les protestataires ciblent les infrastructures économiques – champs pétroliers, raffineries, routes, ponts, postes-frontières, ports, aéroports, qui leur paraissent représenter un intérêt stratégique. À quelques dizaines ou plusieurs centaines, ils posent des obstacles sur les routes menant à ces sites et, surtout, y brûlent des pneus pour empêcher le passage des camions et des salariés. Il n'y a évidemment aucune stratégie nationale d'élaborée, et les points en question sont, au fil des semaines, bloqués puis libérés à de nombreuses reprises en fonction de la mobilisation, de la répression subie ou de négociations locales qui ont lieu entre les autorités, les cheikhs tribaux et d'éventuels représentants des manifestants (on peut, par exemple, promettre à un chef de tribu l'embauche d'une dizaine de personnes contre le déblocage d'un site). Le cas le plus emblématique est celui du port d'Oum Qasr, près de Bassora, dont les accès sont très régulièrement bloqués. Les services administratifs du pays sont, eux aussi, la cible de nombreux blocages et sit-in qui en paralysent le fonctionnement.

Les mouvements de grève ne semblent quant à eux concerner, de manière intermittente, que la fonction publique ; le secteur privé est d'ailleurs, on l'a vu, assez peu développé [voir la première partie]. Le secteur le plus stratégique est celui du pétrole et, de ce fait, il y a fort à parier que les ouvriers y sont un peu mieux traités qu'ailleurs. L'extraction et l'exportation du pétrole étant presque l'unique source de revenus du pays, la priorité du gouvernement est d'en assurer la poursuite, d'où les déploiements sécuritaires adéquats. Cela fonctionne puisque, malgré deux mois de mobilisation, le niveau des exportations de pétrole n'est pas atteint par les événements ; on signale tout au plus quelques perturbations dans l'acheminement du brut depuis certains champs pétroliers jusqu'à Oum Qasr, ou un ralentissement d'activité dans des raffineries (d'où parfois, localement, des pénuries de carburant), mais ces répercussions sont marginales²¹. S'il est surprenant que ce secteur ne se trouve

20 C'est sans doute pour éviter un tel enlèvement que, en novembre 2019, le régime iranien a opté dès les premières manifestations pour une très sévère répression.

21 « A Bagdad, les manifestants craignent un retour au pire », *L'Orient le jour*, 6 novembre 2019.

pas, d'une manière ou d'une autre, au cœur de la contestation, la situation est toujours susceptible d'évoluer²².

Le blocage du port d'Oum Qasr, principal point d'entrée des importations, aurait toutefois coûté plusieurs milliards de dollars à l'économie irakienne²³. Des dizaines de navires n'ont pu y décharger leur cargaison. Cela pose un réel problème pour l'entrée de produits alimentaires (céréales, huiles, sucre, etc.) dont l'Irak est très dépendant ; le prix de certaines denrées (en particulier les légumes) a fortement augmenté dans la capitale.

À noter, enfin, que l'activité économique des entreprises (surtout des plus petites) est aussi perturbée par les fréquentes coupures d'internet.

Contre l'Iran

Nous avons déjà évoqué dans la première partie les aspects anti-iraniens, souverainistes et nationalistes des manifestations de 2018 ; on les retrouve de manière très prégnante en 2019. Dans les villes du sud de l'Irak, les manifestants se retrouvent fréquemment sous les fenêtres des différents consulats iraniens que compte la région (et dont une partie du personnel a été évacuée début octobre). Celui de Kerbala subit par exemple plusieurs tentatives de prise d'assaut, et les protestataires essaient régulièrement d'y hisser le drapeau irakien. Dans les rues, ceux-ci s'en prennent aux portraits du Grand ayatollah Khomeiny ou du général Qassem Soleimani ; à Nadjaf, ils rebaptisent la rue Khomeiny rue de « *la révolution d'Octobre* ». Les déclarations du Guide suprême iranien, Ali Khamenei, qui décrit les manifestations comme le résultat d'un complot américano-sioniste, contribuent à exacerber l'ire des Irakiens.

Cette focalisation sur la mainmise iranienne (associée à la corruption politique) reste très présente et connaît même des pics à la fin du mois de novembre, alors que les manifestations ont été sévèrement réprimées en Iran ; le consulat de la ville sainte de Nadjaf est ainsi incendié par les émeutiers à deux reprises.

4 / Depuis la « zone verte »

À partir du 25 octobre, la situation est si confuse que les forces politiques représentant la bourgeoisie irakienne hésitent quant aux mesures à mettre en œuvre pour faire cesser la contestation.

Les forces de sécurité sont mobilisées partout, mais le gouvernement semble avant tout privilégier l'usage des unités de police, notamment antiémeute, jugées plus sûres et au sein desquelles beaucoup d'anciens miliciens des UMP ont été recrutés ces dernières années. Dans certains cas, l'armée est déployée en renfort, notamment des unités très fidèles (mais peu adaptées) comme celles du Service de contre-terrorisme. Mais c'est à chaque fois prendre le risque de voir ces unités perpétrer un massacre ou, au contraire, se montrer peu combattives (le 5 novembre, des émeutiers capturent un blindé à Oum Qasr). À Kerbala, à deux reprises, on a pu voir des hommes en uniforme, non armés, afficher leur soutien aux manifestants ou marcher à leurs côtés. Le gouvernement sait que certaines unités pourraient ne pas obéir à des ordres dictant une très forte répression. Au volet sécuritaire, il faut ajouter que, pendant cette période, le fonctionnement d'internet est à de

22 La très longue contestation iranienne de 1978 a trouvé comme fer de lance les ouvriers du pétrole, secteur d'activité qui était vital pour le régime ; le blocage quasi total de la production et des exportations a porté un coup fatal à la dictature du chah. Ces travailleurs ne sont toutefois entrés en grève que plusieurs mois après le début du mouvement. Voir Tristan Leoni, *La Révolution iranienne. Notes sur l'islam, les femmes et le prolétariat*, Entremonde, 2019, 264 p.

23 Lawk Ghafari, « Human rights and economic concerns grow as internet curfew continues across Iraq », rudaw.net, 11 novembre 2019.

nombreuses reprises interrompu car, selon le Premier ministre, il est utilisé pour « *répandre la violence et la haine* ». Ces coupures, de quelques heures ou de quelques jours, ne visent parfois que les seuls réseaux sociaux et applications de messagerie – elles procèdent toutefois d'une technologie moins performante que celle employée en Iran au même moment, puisque des applications VPN parviennent à les contourner.

La réponse de l'État se doit aussi d'être politique afin de séparer les protestataires les plus modérés des plus radicaux. Mais les politiciens sont divisés, et les premières annonces de remaniement ministériel laissent de marbre les manifestants. Le 26 octobre, les députés sadristes et ceux de l'Alliance Fatah (branche politique des UMP) retirent leur soutien au gouvernement et exigent des élections législatives anticipées (dont on se demande à qui elles pourraient profiter) et une modification de la loi électorale et de la Constitution. Il faut l'intervention du général iranien Qassem Soleimani²⁴, qui se rend alors dans la capitale irakienne, pour que, vingt-quatre heures plus tard, l'Alliance Fatah redonne son soutien au Premier ministre.

Le président irakien Barham Saleh promet de son côté une nouvelle loi électorale et des élections anticipées que le Premier ministre s'empresse de juger irréalisables. Il n'est d'ailleurs pas certain que l'annonce d'un tel scrutin suffirait à démobiliser la population comme en France en juin 1968. Pendant qu'une commission parlementaire commence à rédiger des amendements à la Constitution, tractations et négociations vont bon train et, le 9 novembre, on apprend que les principales forces politiques du pays viennent de passer un accord pour conserver à son poste le Premier ministre Adel Abdel Mahdi et pour mettre un terme à la contestation « *par tous les moyens* ». Un programme de réformes, notamment anticorruption, ainsi que des amendements constitutionnels sont toutefois actés pour satisfaire la population. C'est encore l'œuvre du général Soleimani, qui a même obtenu de Moqtada al-Sadr qu'il cesse de demander la tenue de nouvelles élections (idée que ne soutiennent dès lors plus que les États-Unis). L'annonce de cet accord, qui a lieu alors que le mouvement de protestation semble au point mort, ne suffit pourtant pas à débloquer la situation.

5 / Du risque de guerre civile

Malgré la victoire sur l'État islamique, la situation sécuritaire est loin d'être idéale en Irak ; les derniers partisans du califat semblent davantage actifs (peut-être à cause des événements de Syrie et de la mort d'Abou Bakr al-Baghdadi), à quoi s'ajoutent les actions d'autres petits groupes de guérilla islamistes sunnites. Tous profitent de la mobilisation des forces de l'ordre contre les manifestants. Il ne se passe donc pas une semaine sans qu'une patrouille militaire ne tombe dans une embuscade ou que des obus de mortier ne s'abattent sur un aéroport, une base de l'armée ou même sur la « zone verte ». Il y a aussi des cas d'exécution, d'enlèvement ou de disparition d'activistes dont on peut se demander s'ils ne sont pas dus à des barbouzes ou à des miliciens : à Bassora par exemple, le 3 octobre, des hommes masqués abattent un militant bien connu et son épouse à leur domicile ; le 5 octobre, des hommes armés et masqués attaquent les locaux de plusieurs chaînes de télévision dans la capitale, frappant les employés et saccageant les lieux ; le 1^{er} novembre, à Nassiriya, c'est un commandant des UMP qui est assassiné ; le 15 novembre, des explosions blessent et tuent plusieurs manifestants à Nassiriya et à Bagdad, etc. Quant aux « *snipers non identifiés* » tirant à la fois sur les manifestants pacifiques et sur les policiers, ils relèvent sans doute essentiellement de la légende urbaine.

La situation est confuse, mais en fait aucune des forces politiques locales n'a intérêt à ce que se déclenche une guerre civile ; chacun sait qu'on peut aussi y basculer sans le vouloir²⁵. Tous les

24 Qassem Soleimani est le commandant de la Force Al-Qods, une unité d'élite des Gardiens de la révolution islamique en Iran (les pasdarans) chargée des opérations extérieures du régime. Il effectue de fréquentes visites en Irak.

25 Seuls des acteurs extérieurs hostiles à l'Iran, tels les États-Unis ou Israël, ont intérêt à voir la situation s'envenimer en Irak (mais jusqu'à quel point ?) ; l'Arabie saoudite également, mais, voisine, elle pourrait en subir des conséquences fâcheuses (insécurité, immigration). Déclencher sciemment une guerre civile est toutefois bien plus compliqué et bien plus incertain que certains ne le croient. Quant à la question « à qui profite le crime ? », elle n'est

acteurs locaux, de même que l'Iran, font jusqu'à présent pression pour que la situation ne dégénère pas, et c'est pour cela que, depuis le début des événements, les miliciens des UMP sont en retrait. Durant les deux premiers mois de mobilisation, les incidents armés directement liés à la contestation sont donc extrêmement rares et sans grande incidence.

À la fin du mois de novembre, parallèlement au regain de violence (chez les émeutiers comme chez les forces de l'ordre), des signes montrent un accroissement de la tension au niveau sécuritaire (dans les tribus et les UMP) qui ne laisse rien présager de bon. Comme on le verra plus loin, le mouvement semble s'enliser et ne trouver aucune porte de sortie ; et même si les militants locaux décrivent des mobilisations toujours constantes, on peut au moins en douter. Le nombre de tués en revanche est, lui, croissant, c'est certain. Dans ce contexte, il ne serait pas étonnant que les protestataires les plus déterminés envisagent d'aller plus loin dans leur combat contre les forces de l'ordre – on a pu voir en France, à force d'émeutes, des Gilets jaunes exprimer leur envie de « *revenir la prochaine fois avec un flingue* », mais en Irak la proximité avec les armes est tout autre que dans l'Hexagone. Toujours fin novembre, il semble que des manifestants aient fait usage d'engins explosifs, et des rumeurs évoquent des tirs d'armes à feu contre les forces de l'ordre.

6 / Enlèvement ou recours à la violence ? (1^{er} novembre-29 novembre 2019)

Le vendredi 1^{er} novembre clôt symboliquement la semaine qui a vu le mouvement de protestation prendre un nouveau visage avec l'entrée en scène des syndicats, des classes moyennes et des étudiants. Après la prière, les habitants de Bagdad affluent par dizaines de milliers, peut-être par centaines de milliers, vers la place Tahrir ; sans doute est-ce la plus grande manifestation qu'ait connue l'Irak depuis 2003, donc de toute son histoire. Dans la soirée, de violents combats ont lieu avec les forces de l'ordre. Sur la place Tahrir elle-même, la situation se stabilise et les affrontements sur le pont Al-Jumariyah baissent en intensité, ils se concentrent désormais sur les trois ponts situés plus au nord. Le lundi 4, à Bagdad et à Salhiya, les manifestants tentent d'approcher des bâtiments de la radio et de la télévision, mais sont repoussés ; il y a encore des morts dans la capitale.

À la fin de la semaine, le gouvernement, qui constate le blocage mais aussi la participation croissante dans le mouvement d'une classe moyenne *a priori* peu familière avec la confrontation physique, mise à nouveau sur la fermeté. Dans la soirée du jeudi 7, à Bassora et à Kerbala, les campements des protestataires sont attaqués, et dans de nombreuses villes les forces de l'ordre sont à l'offensive. Il y a de très nombreuses victimes et un grand nombre d'arrestations (on dénombre désormais 300 morts et plus de 15 000 blessés). Alors que le port d'Oum Qasr reprend ses activités, des syndicats d'enseignants appellent à la reprise du travail, et, le samedi, les principales forces politiques annoncent qu'elles se sont mises d'accord pour conserver le Premier ministre à son poste [voir plus haut]. Tout le monde pense que l'on assiste à un tournant et que le week-end pourrait être fatal au mouvement.

Le dimanche 10, la semaine débute par des manifestations dans plusieurs villes, mais dans la capitale la mobilisation est bien moindre qu'auparavant. Les affrontements se concentrent maintenant sur la place Al-Khalani, dont les forces de l'ordre tentent de s'emparer (il s'agit d'un verrou contrôlant l'accès aux ponts du secteur). Le soir, place Tahrir, alors que les combats font rage non loin de là, les manifestants lâchent des ballons blancs dans le ciel en signe de paix. Dans les jours qui suivent, de nouveaux appels à la grève des enseignants et des étudiants permettent aux rangs des protestataires de s'étoffer. Si sur la place Tahrir on érige à toutes fins utiles

pas si pertinente : « *Si on admet que les conséquences de l'action sociale ne correspondent pas systématiquement aux résultats envisagés au départ, il devient peu évident de considérer qu'on puisse mécaniquement déduire des conséquences de l'action et de ceux à qui elles "profitent" l'identité des individus ou des groupes qui en sont à l'origine* », cf. Laure Bardiès, « Pas si élémentaire mon cher Watson ! », *DSI*, n° 143, septembre-octobre 2019, p. 58.

un sapin de Noël décoré de drapeaux irakiens²⁶, près de Bassora, pour la énième fois, les habitants bloquent les accès au port d'Oum Qasr, de plusieurs champs pétroliers, de sites industriels et à l'aéroport international de la ville.

Les affrontements autour de la place Al-Khalani sont toujours particulièrement violents, et plusieurs manifestants y périssent. Après plusieurs nuits de combats, les émeutiers mettent à bas les imposantes barrières de béton installées par la police, reprennent le contrôle de la place et d'une partie du pont Al-Sinak ; ils s'emparent également d'un imposant parking de plusieurs étages qui surplombe l'entrée du pont et qu'ils transforment en poste d'observation et en dortoir.

La quatrième semaine consécutive de mobilisation s'ouvre, le 17 novembre, par de nombreux appels à une journée de grève générale à l'initiative de la mouvance sadriste et de plusieurs organisations syndicales dont, peut-être pour la première fois, un syndicat de travailleurs du secteur pétrolier²⁷. L'appel à la grève n'a pourtant de réel effet que sur la fonction publique. La journée commence comme d'habitude par de multiples blocages de routes et, à Bagdad, elle est ponctuée d'affrontements autour du pont d'Al-Ahrar. Paradoxalement, le port stratégique d'Oum Qasr reprend ses activités... pour n'être à nouveau bloqué que le lendemain. Malgré tout, dans les jours qui suivent, la mobilisation décline et le ministère de l'Intérieur peut même, le mardi, annoncer la fin de « *l'état d'alerte maximale* ». Beaucoup croient désormais possible un retour au calme, et le 20 novembre d'importants chefs de tribu du sud du pays sont reçus par le Premier ministre pour discuter des revendications des manifestants. Dans la soirée, les occupants de la place Tahrir se consacrent à la danse et à la musique... mais la bataille pour le contrôle des ponts fait toujours rage, et le bilan de cette nuit d'affrontements est plus lourd que « d'ordinaire » – quatre émeutiers ont été tués et des dizaines d'autres, blessés (à ce stade, on compte environ 330 morts et 15 000 blessés à travers le pays depuis le début du mouvement).

Le lendemain, huit autres manifestants sont tués à Bagdad, et des affrontements éclatent à Kerbala ; des combats ont également lieu autour du port d'Oum Qasr, mais les protestataires qui en occupaient les accès depuis lundi en sont chassés. Sur la place Tahrir, les cheikhs reçus la veille sont conspués²⁸, et, dans la nuit, c'est le bureau des Affaires tribales de Nassiriya qui est incendié par des émeutiers. Les combats reprennent de plus belle autour des ponts de Bagdad, occasionnant encore une dizaine de morts ; mais, dès lors, de nouveaux foyers de violence émeutière se font jour : Kerbala, mais surtout Nadjaf et Nassiriya ; depuis plusieurs jours, des manifestants bloquent les principaux ponts de cette dernière, quatrième ville du pays et capitale de la province de Dhi Qar, la plus pauvre d'Irak.

La dernière semaine de novembre débute par des blocages de routes et des manifestations à travers le pays, mais les affrontements sont beaucoup plus intenses que les jours précédents (13 émeutiers tués le dimanche). Au fil des jours, le niveau de violence s'accroît, et les morts s'accumulent. À Bagdad, la situation autour des ponts est toujours aussi tendue ; le 25, un engin explosif lancé contre les policiers en blesse une dizaine. Deux jours plus tard, c'est à Bassora qu'un autre engin vise un officier de police ; dans cette ville, si les manifestants sont toujours mobilisés, ils lèvent les blocages des routes après des négociations avec les autorités. Le reste du Sud irakien est en flammes : émeute à Samawa, quartier général de la police attaqué à Babylone, banque incendiée à Kerbala, etc.

Dans la ville sainte de Nadjaf, où on évoque des tirs contre les forces de l'ordre, des manifestants incendient le local d'un parti islamiste, puis, le 27, rien moins que le consulat d'Iran. Mais c'est à Nassiriya que les combats semblent les plus féroces, des émeutiers y incendient le bâtiment du gouvernorat et le domicile d'un député ; il y a de très nombreux morts. Internet est coupé dans la

26 Les quartiers du centre de Bagdad sont encore un peu mixtes du point de vue confessionnel mais, comme dans le reste du pays depuis 2003, les chrétiens commencent à s'y faire rares.

27 Le 16 novembre, en Iran, après l'annonce surprise par le gouvernement d'une hausse du prix de l'essence, des manifestations éclatent dans plusieurs villes. C'est le début d'une contestation de plusieurs jours qui est très durement réprimée.

28 Plusieurs chefs de tribus ont refusé l'invitation du Premier ministre, notamment ceux de Kerbala.

ville. Les forces de l'ordre, qui ont reçu des renforts militaires de Bagdad, tentent le 28 de libérer les ponts qui enjambent l'Euphrate, provoquant un nouveau massacre. En représailles, un bâtiment des forces de sécurité est incendié et celui du commandement militaire de la province est assiégé. Le bilan est de 46 morts (33 à Nassiriya, 11 à Nadjaf et 2 à Bagdad), c'est l'une des journées les plus meurtrières depuis le début du mouvement.

Le soir, des combattants tribaux armés de kalachnikovs bloquent certains accès de la ville afin d'empêcher l'acheminement de nouvelles unités de police. À Nadjaf, ce sont en revanche des miliciens des UMP qui arrivent en renfort, équipés notamment de blindés, afin de « *protéger les sanctuaires religieux* ». Les jours suivants, malgré le couvre-feu, les processions funéraires réunissent des milliers d'habitants. La situation est explosive... et le Premier ministre annonce sa démission.

Fin de la deuxième partie.

Tristan Leoni, 3 décembre 2019.

La conclusion de ce texte, « De la crise de l'État », sera publiée prochainement.

Ce texte est initialement paru sur le blog ddt21.noblogs.org